

RENCONTRE MICHÈLE RIVASI*:

Les associations sont aujourd'hui les lieux de proposition et de création

6 Surtout connue pour son engagement sur le nucléaire, Michèle Rivasi a toujours défendu la planète et ses habitants face à la diversité des menaces environnementales. Privilégier la pluralité de l'expertise et de l'information est au cœur de sa démarche. Enseignante à l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) de Grenoble, elle fonde, au lendemain de l'explosion nucléaire de Tchernobyl, la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (Criirad) pour contredire l'Etat français à propos du nuage radioactif qui atteint la France. Députée de 1997 à 2002, elle devient membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst). Forte de ces expériences, l'éphémère directrice de Greenpeace France¹ possède de très nombreux atouts pour convaincre différents secteurs de la société – politique, recherche, éducation – de prendre la mesure des menaces écologiques pour enclencher un changement profond de société. Il y a urgence.

¹ En fonction à ce poste le 15 septembre 2003, elle a démissionné le 27 mai 2004 alors que nous mettions sous presse. Toutefois, elle affirme dans le communiqué de Greenpeace : « Le combat de Greenpeace pour la défense de l'environnement demeure le [mien]. »

LaRevueDurable : Avec la création de la Criirad, votre passage à l'Opecst puis à Greenpeace, qui commande beaucoup d'études d'impact, l'expertise est un fil conducteur majeur de votre parcours. Comment comparez-vous ces trois expériences ?

Michèle Rivasi : La Criirad a été un petit miracle face au lobby nucléaire dont le monopole, en France, était formidable. Nous avons montré qu'avec le soutien de la population, un laboratoire indépendant peut faire des expertises et des contre-expertises capables de démonter un mensonge de l'Etat. Depuis, la Criirad a fait des petits : le Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (Criigen) et le Centre national d'information indépendante sur les déchets (Cniid) ont vu le jour. Elue députée, j'ai voulu entrer à l'Opecst. Cela s'est avéré difficile, car les places sont cooptées par des députés qui sont très liés à des lobbies. Ce sont les partis qui dirigent ce genre d'office. Pour y entrer, il faut présenter patte blanche.

* Michèle Rivasi était directrice de Greenpeace France jusqu'au 27 mai 2004.

L'ouverture intellectuelle y est faible. Greenpeace, en revanche, est une association ouverte qui sous-traite des études à différents laboratoires français ou étrangers. Elle possède ainsi un fort pouvoir d'expertise.

LRD : L'Opecst fonctionne en vase clos ?

MR : Toutes les informations y viennent des lobbies. Lorsque j'en étais membre, j'ai beaucoup cherché à y initier les auditions des associations. Mais je me souviens d'un colloque que j'avais organisé sur l'énergie nucléaire. Je voulais pour moitié des exploitants et pour moitié des associations. Pour l'Office, il n'en était pas question. C'est lui qui a choisi les associations à partir de la liste que je lui ai donnée.

LRD : Pourtant, au moment de la conférence de citoyens sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), en 1998, l'Office revendiquait fortement son ouverture, notamment par les auditions.

MR : C'était affiché. Mais en fait, il s'agissait plus d'une conférence gadget que du reflet d'une véritable volonté de créer des outils de concertation avec les associations. C'était une manœuvre de communication politique pour que l'Office puisse dire : « On a fait cette conférence de citoyens. » Ce qui a coûté très cher alors que le résultat était presque connu d'avance.

Les associations et l'expertise

LRD : Comment comprendre que pour l'Opecst, l'information ne doit provenir que de certaines sources ?

MR : De nombreuses personnes qui ne viennent pas du monde scientifique placent ce monde au-dessus du reste. Ils ne se posent pas la question du financement et donc de l'indépendance des scientifiques. La Criirad a bien révélé ce problème. Aujourd'hui, il y a une déontologie dans le cadre de toute expertise officielle. Les scientifiques doivent dire pour qui ils travaillent et qui les finance. C'est la même chose avec les experts juridiques. Il est très important de connaître ceux que les tribunaux choisissent. Ou encore avec les commissaires enquêteurs. Dans le nucléaire, ils viennent souvent du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). L'habitude culturelle est d'utiliser le monde associatif comme caution plutôt que comme outil d'expertise. Cela ne change que depuis quelques années.

LRD : Les associations dépendent aussi du bon vouloir des scientifiques face aux sujets qui font débat. En mars, en France, les scientifiques sont descendus en masse dans la rue pour des raisons budgétaires. En Suisse, en 1998, ils sont descendus dans la rue, car ils avaient peur du peuple qui menaçait leurs recherches en génie génétique. Mais rarissimes sont les chercheurs qui osent dire : l'expertise officielle est probléma-



7

tique, il y a des recherches qui ne sont pas financées pour des motifs peu louables, l'information pertinente circule mal, etc. Il y a donc aussi un problème culturel profond chez les chercheurs eux-mêmes. La difficulté n'intervient pas qu'au niveau de leur financement ou des politiques.

MR : Tout à fait. C'est-à-dire que les scientifiques sont complices de cet état des lieux.

LRD : Ce qui complique diablement les choses.

MR : Exactement. Un chercheur est valorisé par rapport à son objet de recherche dès lors qu'il publie dans les meilleures revues anglo-saxonnes. Cela se passe en circuit fermé. Un chercheur qui met en cause certains choix et qui se lie à des associations pour contester ces choix est très mal vu de ses pairs. Le monde de la recherche est très élitiste. C'est pourquoi, à Greenpeace, nous essayons de faire remonter le débat « Quelle recherche pour quelle société ? » du niveau associatif vers les chercheurs eux-mêmes.

LRD : Au-delà des trois organisations mentionnées – Criirad, Criigen et Cniid – et de l'association Sciences citoyennes, les choses, sur ce débat de fond, avancent très doucement.

MR : Oui, parce qu'on remet en cause un statut social. J'ai participé au Forum social européen, à Paris, avec le monde de la recherche. Je leur disais : « En tant qu'association, nous avons besoin de vous. Or, on ne peut pas compter sur vous. Vous fonctionnez de façon isolée. Où est la demande sociale dans vos recherches ? Lorsqu'on a râlé sur les champs électromagnétiques, qui des chercheurs au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) s'y est intéressé ? Lorsqu'on a posé la question de la radioactivité, qui s'est levé pour dire : il y a là un véritable problème ? » Les choses bougent, mais lentement.

LRD : Très lentement...

MR : Pour être courageux dans le monde actuel, il ne faut pas être carriériste. En politique, je l'ai vu lorsque j'ai voulu savoir pourquoi les vétérans de la guerre du Golfe tombaient malades. Je me suis mis à dos le ministre socialiste de la Défense, Alain Richard, car on ne touche pas à l'armée. J'ai auditionné Jean-Pierre Chevènement qui, en 1991, était ministre de la Défense. C'était la langue de bois. Dès que vous voulez savoir, vous vous heurtez aux lobbies et, en même temps, aux partis politiques qui sont, pour des raisons historiques, liés à ces lobbies.

LRD : Sur ces points, votre expérience est très utile à Greenpeace.

MR : Je leur explique le fonctionnement des partis politiques. Si l'on veut des gens vraiment courageux, il ne faut pas qu'ils

briguent un fauteuil de ministre. Ceux qui ont cette ambition doivent être adulés par leur parti. Et les partis n'aiment pas les gens qui dérangent. Chez les chercheurs, c'est pareil : pour devenir directeur de laboratoire, il faut aller dans le sens des pairs.

LRD : Et pour faire valoir certaines données problématiques, il ne faut pas seulement en être capable sur le plan factuel, il faut aussi avoir le courage nécessaire.

MR : Pour cela, il faut le soutien des associations. A propos des leucémies près de l'usine de retraitement de La Hague, l'épidémiologiste Jean-François Viel n'avait pas voulu de ce soutien. « Cela me décrédibiliserait », pensait-il. Mais lorsque la Cogema, l'industriel français du combustible nucléaire, l'a attaqué, cela l'a affecté personnellement.

Ce nucléaire qu'on nous cache

LRD : Un autre problème délicat lié à l'information, c'est le secret défense. Un décret du 9 août stipule que l'on ne peut plus divulguer des informations relatives aux matières nucléaires présentant un caractère secret pour la défense nationale.

MR : Ce décret dit que si jamais on informe la population sur ce qui a trait à la protection ou à la surveillance des matières nucléaires, on peut être soumis au secret défense, attaqué et passible de cinq ans de prison et de plus de 75 000 euros d'amende. Or, un seul individu, un haut commissaire à la défense, décide si l'information rendue publique est soumise ou non au secret défense. En fait, c'est une attaque contre la liberté d'expression pour casser l'information concernant le nucléaire. Là-dessus, on a fait un recours au Conseil d'Etat avec la Criirad et des associations de journalistes. On nous dit : « C'est à cause du terrorisme. » Mais si Greenpeace peut avoir accès à des informations sensibles sur le nucléaire, cela veut dire que n'importe quel terroriste le peut tout aussi bien. En révélant que cette information est disponible, nous faisons au contraire un acte de prévention.

LRD : Vous attendez un jugement ?

MR : Oui. Sauf que le premier arrêté est obsolète parce qu'un second arrêté a été rédigé. Mais il dit presque la même chose. On a donc fait un nouveau recours au Conseil d'Etat.

LRD : Greenpeace est aussi sous la menace d'un huissier de gestion.

MR : Ce qui est en jeu, ici, c'est l'utilisation de la justice pour faire taire les associations. Nous avons dénoncé, en 2000-2001,

Les
scientifiques
sont
complices



Greenpeace et l'éducation nationale

Professeure de didactique des sciences, Michèle Rivasi reste enseignante dans l'âme. Et compte œuvrer au rapprochement de l'organisation écologiste avec l'éducation nationale. « Je suis persuadée que le mur se rapproche, explique-t-elle. Si l'on ne « booste » pas la prise de conscience durant les deux-trois prochaines décennies, les conséquences seront catastrophiques pour la génération qui vient. Il faut sensibiliser les futurs habitants de la planète aux problèmes d'environnement. A ce propos, la didactique des sciences me fait comprendre que Greenpeace doit devenir partenaire de l'éducation nationale. Le monde enseignant est très demandeur de compétences dans le domaine de l'environnement. L'éducation nationale pourrait profiter de la forte expertise de Greenpeace sur les forêts, les organismes génétiquement modifiés (OGM), les océans et l'énergie, entre autres sujets. »

Michèle Rivasi est allée voir Tokia Saïfi, secrétaire d'Etat au Développement durable, qui a ouvert des cours sur ce thème dans les lycées et les collèges. « J'ai essayé de la convaincre qu'il faut éviter de saucissonner le développement durable en une demi-heure d'économie par-ci, une demi-heure de biologie par-là. Il faut choisir des problématiques qui soient

représentatives du milieu dans lequel les élèves vivent et banaliser les cours durant lesquels différents professeurs – de biologie, d'économie, d'histoire-géographie, etc. – collaborent avec des partenaires associatifs ou élus. C'est là que Greenpeace peut intervenir. En France comme ailleurs, chacun s'en tient à ses terrains de prédilection, il n'y a pas assez de passerelles entre les disciplines. Or, si l'on veut responsabiliser les élèves et trouver des solutions, tous les partenaires doivent se rencontrer, exposer leurs arguments... J'essaie de saisir toutes les voies qui se présentent pour défendre ce point de vue. »

« Les sections allemandes de Greenpeace ont déjà investi leur éducation nationale et leurs jeunes, souligne Michèle Rivasi. Les « Greenteams », qui proposent des activités pour les élèves, y sont très développés. De même au Royaume-Uni et en Espagne. A Greenpeace international, l'action Génération solaire¹ s'adresse cette année aux étudiants. Elle s'appuie sur les associations Déclit et Ingénieurs sans frontières pour promouvoir les énergies renouvelables dans les universités et la prise de conscience des étudiants pour qu'ils poussent leur faculté à s'engager dans le développement durable. »

¹ <http://greenpeace.fr/solargeneration/>

►►► des transports de déchets radioactifs provenant d'Australie et de combustible nucléaire provenant du Japon devant être retraités à La Hague. La Cogema a saisi la justice pour nous mettre dans une procédure d'injonction : si l'on franchit la ligne, c'est-à-dire que l'on continue à attirer l'attention sur ce type de transport, on a tant d'euros d'amende. Et comme, bien sûr, Greenpeace a franchi la ligne, notamment en contestant un transport de matière nucléaire dans le port de Cherbourg, on a eu 100 000 euros d'amende. Il n'y a eu aucune détériora-

tion de matériel, seulement contestation. Nous estimons que la population doit être avec nous pour dénoncer un transport de déchets radioactifs que la loi française interdit. Au regard du droit à l'information, nous jugeons illégale la façon dont la Cogema utilise la justice pour nous infliger une amende de 100 000 euros. Nous refusons donc de la payer.

LRD : Et alors, que se passe-t-il ?

MR : Nous avons été mis sous saisie-vente. Un huissier peut venir saisir le matériel jusqu'à hauteur de 100 000 euros.

LRD : Vous vous attendez à ce que cela arrive ?

MR : On leur a dit : « Venez ! Nous sommes en désaccord avec cette utilisation de la justice. L'amende n'est pas recevable. »

LRD : Le lobby nucléaire est aussi lié à la gauche qu'à la droite : d'où vient ce durcissement ?

MR : De la volonté de faire taire les associations en les attaquant en justice par le biais financier. La même chose se passe avec la Confédération paysanne, Priartem (qui dénonce les problèmes des antennes relais)¹ et ceux qui s'insurgent contre la publicité dans le métro, à Paris. C'est une façon de contester toute résistance. Les lobbies s'organisent en se disant : « Avec tant d'amende, ils n'existeront plus. » C'est une volonté antidémocratique. Pour nous, résister c'est créer, c'est innover, c'est proposer. Supprimer toute résistance ou toute contestation liée à l'information, c'est une atteinte aux lois élémentaires de la démocratie. Et plutôt que de payer, nous créons un collectif d'associations solidaires avec des associations sur l'environnement, des syndicats, le Droit au logement (DAL), le Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid), etc.

LRD : La qualité de l'information étant en jeu, estimez-vous que les médias jouent le rôle qu'ils devraient jouer à ce propos ?

MR : Cela dépend de leur indépendance. Lorsqu'un grand groupe comme Bouygues finance des télévisions ou une partie de la presse, il est sûr que les journalistes ne sont plus indépendants.

LRD : Ce qui fait partie du problème.

MR : C'est pourquoi nous essayons de fédérer tous ceux qui veulent avoir accès à l'information. Cela inclut les journalistes pour qui moins il y aura d'associations, moins il y aura de contre-expertises.

LRD : Et de débats, tout simplement.

MR : Là, ils nous soutiennent. Mais en même temps, à propos de la répression qui affecte les actes de contestation, les médias ne sont pas toujours innocents. Ils sont en train de dire que les



victimes – ceux qui osent dire non – sont coupables : ceux qui n'ont pas de logement, ceux qui manifestent dans la rue, etc.

LRD : On cherche à culpabiliser les contestataires...

MR : ...vis-à-vis de l'opinion publique.

LRD : Alors que l'information est le cœur même du journalisme et que celles sur lesquelles Greenpeace attire l'attention sont brûlantes, les médias paraissent peu réagir.

MR : En revanche, il y a des manifestations. Il y en a eu une grosse, à Paris, lors de laquelle toutes les associations étaient présentes, avec de très nombreux groupes de musique. Cela est un peu parisien et trop peu relayé. Mais les dernières élections régionales montrent que l'opinion publique éprouve un sentiment d'agression.

LRD : Le plus intéressant, dans ces élections, c'est le taux de participation.

MR : Plein de gens qui ne votaient plus se sont dit : « Là, les limites sont dépassées. Il faut voter. » Et plus le taux de participation est haut, plus la gauche en bénéficie. Cela montre bien que les gens s'inquiètent des orientations du gouvernement actuel. C'est notre espoir.

L'ignorance des parlementaires

LRD : A propos des parlementaires français, une étude récente² révèle l'ampleur de leur désintérêt pour l'environnement. Cela ne doit guère vous surprendre.

MR : L'état des lieux de la connaissance des parlementaires sur l'environnement, je l'ai vécu : elle est pratiquement zéro. Aussi cette étude ne m'a-t-elle pas étonnée. Le manque de culture sur ce sujet vient de l'éducation. Et l'environnement n'est pas intégré dans l'idéologie politique.

LRD : Il serait plus que temps que cela devienne le cas.

MR : En tant qu'apparentée socialiste, j'ai vu comment cela fonctionne. L'idéologie des socialistes est sur le social. Cela vient de Jean Jaurès. Ils ont toujours sous-traité la dimension environnementale aux Verts. Or, le développement durable devrait intégrer tous les autres secteurs. On ne peut pas être ministre de l'Environnement et avoir un ministre de l'Industrie à côté qui fonctionne tout seul. Le développement durable devrait drainer les autres ministères : l'équipement, le transport, l'industrie, etc. Le fait que cela devrait être un chapeau n'est pas compris du tout. Pour les élus, l'environnement, ce sont les déchets parce qu'ils y sont confrontés. A la limite un peu l'eau, mais il ne faut pas trop y toucher parce que les grosses sociétés vont leur demander des comptes. A ce manque de culture s'ajoute le problème de l'urgence. Pour un élu, l'urgent, c'est

d'être réélu. Or, les problèmes d'environnement n'ont pas de réponses rapides à offrir sous forme d'actes positifs tangibles, si ce n'est dans l'esthétisme, en créant des espaces verts, en mettant des fleurs, etc. Mais l'environnement – par exemple, le climat – se joue sur le long terme. En répondant à l'urgence, les élus ne vont pas à l'essentiel. Edgard Morin dit : « On a trop souvent sacrifié l'essentiel pour l'urgence, il faut en revenir à l'urgence de l'essentiel. » C'est exactement ça.

LRD : Et comment faut-il répondre à cette urgence ?

MR : En formant des élus. A Greenpeace, nous avons commencé avec l'UDF³ : François Bayrou et plusieurs membres de ce parti sont venus se former ici. Il y aura bientôt des stages de formation avec le Parti socialiste. Etant donné l'urgence, on ne va pas attendre que cela passe uniquement par l'éducation nationale.

LRD : Greenpeace c'est un peu l'épouvantail de l'écologie. Ces élus qui viennent font preuve d'une grande ouverture... ou est-ce parce qu'ils vous connaissent ?

MR : Avec l'UDF, cela s'est mis en place avant mon arrivée, au moment du « vrai débat » sur l'énergie⁴, qui a réuni de très nombreuses associations, avec plusieurs colloques organisés par-

Greenpeace : une organisation planétaire

Greenpeace International définit désormais quatre régions prioritaires : la Chine, l'Amérique latine, les Etats-Unis et l'Europe. Un problème transversal à toutes les régions du monde, rappelle Michèle Rivasi, « c'est la surconsommation donnée en exemple par les Etats-Unis. Sans prise de conscience à ce niveau, il ne peut pas y avoir de cadre pour une planète durable. »

La directrice de Greenpeace France apprécie la richesse internationale de Greenpeace. Les approches culturelles

très diverses permettent de comprendre les obstacles aux propositions qui sont faites pour tenter de résoudre un même problème environnemental. « Lorsqu'une organisation internationale réunit tous les directeurs de tous ses bureaux dans le monde, cela fait apparaître le poids de la culture, de l'éducation et des spécificités régionales. Comprendre le monde par ses représentants, c'est le côté captivant d'une organisation internationale », se réjouit-elle.

tout en France et à l'Assemblée nationale. Les propositions des experts comme ceux de Global Chance⁵ ou de Greenpeace⁶ ont rencontré un écho favorable de la part des politiques. Ils se sont dit : « Si autant de monde est venu, c'est qu'il y a là une force politique. » Or, dans les partis politiques, il n'y a plus de débats. Ce ne sont plus que des relations de pouvoir, des rapports de force pour obtenir tel ou tel poste. Cela rend les partis étripés lors des réunions publiques parce qu'ils n'ont plus de réponse à proposer. Le décalage entre l'exigence de la demande sociale et leur manque de



►► formation dans leurs partis fait qu'ils sont obligés d'aller voir ailleurs. C'est l'analyse que j'en tire. Cela dit, au niveau du Parti socialiste, le fait qu'un ancien député prenne la direction de Greenpeace France légitime cette organisation. Cela montre que ce ne sont pas que des...

LRD : ... activistes.

MR : Que ce sont aussi des gens qui ont pris des responsabilités qui estiment qu'il s'agit d'un outil intéressant pour s'enrichir et envisager de nouvelles propositions. Et comme le 21 avril⁷ a été redoutable pour les politiques, tout parti confondu, ils se disent : « Il y a maintenant un décalage énorme. Nous ne sommes plus capables de répondre. Il faut pouvoir se ressourcer. Et qui peut nous y aider ? Les associations. » Cela montre la force de Greenpeace et pourquoi j'y suis allé. Les lieux de propositions et de créations, aujourd'hui, ce sont les associations et plus du tout les partis.

Trois problèmes, trois initiatives, trois recommandations.

LRD : Quels sont, selon vous, les trois problèmes actuels les plus graves ?

MR : Un des problèmes les plus graves est le réchauffement climatique. Si l'on ne prend aucune mesure, il sera dramatique. Le deuxième problème, c'est l'augmentation de la misère, y compris en France. Elle devient très difficile à surmonter parce que les gens perdent leur dignité. Troisième problème : l'énergie et ce nucléaire qu'il faut arrêter. Le nucléaire, c'est tout ce qui est lié à la puissance financière qui est derrière, aux risques qu'il fait courir, aux problèmes militaires. L'énergie est liée aux équilibres sur la planète. On le voit en Irak, avec toujours ce nucléaire derrière.

LRD : Pouvez-vous citer trois initiatives-actions qui vous semblent être porteuses d'espoir ?

MR : Ce qui me motive, c'est l'organisation et la prise de conscience par tous les mouvements d'altermondialisation. C'est vraiment un élan d'espoir. Il signifie que des gens sont capables de dire non au niveau international.

LRD : Pensez-vous que l'écologie trouve sa place dans ce mouvement ?

MR : Insuffisamment. Mais c'est à nous à être plus présents pour lier l'environnement au social. Autre action très importante : les OGM. Pour l'instant, l'Europe résiste, mais tous les lobbies demandent des autorisations de mise en culture... Ce mouvement d'espoir est fragile, car si l'on n'arrive pas à fédérer les consommateurs, on n'y arrivera pas.

LRD : Et une troisième initiative ?

MR : La solidarité que l'on trouve dans l'altermondialisation. La planète, c'est un village. Tout le monde se sent touché par ce qui s'est passé à Madrid. J'ai trouvé assez fin que, par rapport à cette horreur terroriste, la population se soit soudée non pas pour défendre un gouvernement qui leur avait menti, mais pour dire : « Ça suffit, nous voulons des gens en qui avoir confiance. » Cela a joué aussi lors des élections régionales en France. Cette internationalisation de la prise de conscience montre que quelque chose se passe pour sauvegarder l'humanité. J'espère qu'elle sera plus forte que la puissance des lobbies. Ce qui me fait peur, c'est la puissance des lobbies qui tue toute politique au sens noble.

LRD : Quelles trois recommandations donneriez-vous à un jeune qui, à l'aube de son engagement professionnel, doit faire des choix très importants ?

MR : D'abord, j'accorde énormément d'importance aux relations humaines. Si on n'aime pas son prochain, on va dans l'égoïsme de la consommation pour se faire plaisir à court terme. Cette hygiène comportementale – aimer les autres – m'a toujours animée. C'est elle qui rend capable d'écouter les autres et d'intégrer leurs problèmes. Il y a ensuite l'environnement. Qu'il soit politique, ingénieur, ouvrier ou qu'il choisisse un autre métier, un jeune devrait chercher à protéger la planète tout en se tournant vers l'avenir. J'aimerais que les futurs écolos soient porteurs d'un avenir innovant. L'image qu'on veut leur donner, je sens qu'on me la renvoie, c'est d'être passéiste, contre le progrès. Or, prendre en compte l'écologie, c'est un progrès social. En troisième lieu, essayer d'apprécier son bonheur et de rendre heureux les gens, parce que le bonheur, c'est tout dans la vie.

1 Janine Le Calvez et Richard Gautier. *Téléphonie mobile et santé : la question de l'expertise indépendante*, LaRevueDurable n°6, juillet-août-septembre 2003.

2 Les Cahiers du Prodes, *Les parlementaires et l'environnement*, septembre-octobre 2003. www.prodes.sciences-po.fr

3 Parti politique de droite, *membre de la majorité parlementaire*.

4 Sabine Rabourdin et Michèle Rivasi. *En France, le débat sur l'énergie fait débat*, LaRevueDurable n°5, mai-juin 2003.

5 Bernard Laponche et Benjamin Dessus. *En France, le débat sur les énergies ne tient pas ses promesses, minidossier réalisé en partenariat avec Global Chance*, LaRevueDurable n°8, décembre 2003-janvier 2004.

6 Hélène Gassin. *Le chauffage électrique et le débat français sur les énergies*, LaRevueDurable n°9, février-mars 2004.

7 Date du premier tour des élections présidentielles françaises, en 2002 : Jean-Marie Le Pen passe devant Lionel Jospin au soir du scrutin, privant la gauche de second tour.

BIBLIOGRAPHIE

MICHÈLE RIVASI ET HÉLÈNE CRITÉ. *Ce nucléaire qu'on nous cache*, Albin Michel, 1998.